

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

5F

N° 39

SEMAINE DU 23 AU 29 AVRIL 1981

CONTRE GISCARD

POUR L'EMERGENCE D'UNE GAUCHE NOUVELLE



CONTRE GISCARD POUR L'EMERGENCE D'UNE GAUCHE NOUVELLE

DIMANCHE soir va tomber le rideau sur l'avant-dernier acte d'une élection présidentielle à bien des égards importante. Le résultat de cet avant-dernier acte va d'abord contribuer à nous éclairer sur l'issue d'un second tour qui en toute hypothèse s'annonce serré. L'enjeu est ici loin d'être mineur, puisqu'il s'agit de savoir si Giscard va pouvoir continuer encore sa néfaste politique, ou si enfin il va devoir partir. Les scores réalisés par les uns et les autres dimanche soir aideront également à déterminer les évolutions ultérieures des grands partis qui aujourd'hui encore prétendent confisquer le débat politique pour eux seuls. Il ne sera pas inintéressant, de ce point de vue, d'apprécier comment se situent désormais les rapports de force entre PS et PCF, de même qu'il ne sera pas inintéressant de voir en quoi le score obtenu par Chirac peut modifier les équilibres à droite.

L'élection présidentielle qui va avoir lieu ne saurait cependant se résumer à un nouvel épisode du « combat des quatre chefs » qu'on nous ressort depuis plusieurs années maintenant. Il est des questions plus importantes, parce qu'engageant plus l'avenir.

Depuis longtemps déjà — on pense à ce premier tour depuis trois ans au moins dans les états-majors des « quatre » — tout a été mis en œuvre pour faire de cette élection le champ clos des affrontements entre « grands » partis, comme en 1974, comme en 1978, comme en 1979. Affrontements importants, certes, et non dépourvus d'enjeux pour demain, mais affrontements malgré tout entre des programmes, des idées, des conceptions anciennes, ressasées, retardant sur la vie. Tout a été mis en œuvre pour que le nouveau n'émerge pas dans cette élection qui marque une étape importante dans la vie politique française. Les conditions de candidature, par le biais notamment des 500 parrainages exigés, en restent un exemple éloquent.

Bien sûr, tous n'ont pas voté cette disposition législative choquante, et d'aucuns affectent de la regretter. Mais tous l'ont appliquée, et avec quel zèle ! Pire même, l'octroi des parrainages est devenu aussi l'occasion de manœuvres politiciennes consistant à « aider » tel candidat à être présent, non pas au nom de l'élémentaire démocratie, mais plus bassement dans l'espoir de lui voir prendre des voix à des concurrents jugés plus dangereux...

Des discours qui ne se renouvellent guère

Quel curieux tableau que cette élection ! A voir les « principaux » candidats, à lire leur débauche de propagande, on a l'impression d'une parfaite immuabilité, et pas seulement parce que le deuxième tour risque fort d'opposer les deux mêmes protagonistes qu'il y a sept ans.

Giscard, le sortant, ne propose rien d'autre que la poursuite opiniâtre d'une politique engagée depuis 1976 avec son premier ministre Barre : plus de profits patronaux, certes, mais surtout plus de chômage, plus d'inflation, plus de répression. La poursuite des restructurations capitalistes sur fond de régions dévastées, le champ libre laissé aux idées racistes, et à celles de la droite dite « nouvelle », la continuation des attitudes complaisantes envers l'impérialisme soviétique comme envers les dictatures fascistes, voilà ce que propose Giscard. C'est insupportable, et on n'en veut plus.

Chirac, lui, est tout entier engagé dans une tentative, difficile, de rééquilibrage de la droite à son profit. Le pseudo-changement (dans la continuité d'ailleurs) dont il se réclame, il va le chercher dans les vieilles idées anti-étatistes et autoritaires remises au goût du jour par Reagan aux Etats-Unis, le tout teinté d'un gaullisme qui n'est pas précisément un signe de nouveauté.

Mais en face ? Rien n'a vraiment changé. Quand il consent à sortir des généreuses ambiguïtés qui lui servent à capter l'électorat le plus large, Mitterrand ne propose rien d'autre que les vieilles recettes tant de fois avancées par la gauche social-démocrate : la relance du marché intérieur, la création d'emplois par le développement du secteur public, quelques nationalisations, une réactivation de la croissance, et la satisfaction de quelques revendications sociales comme la durée du temps de travail. Il ne disait rien d'autre en 1974.

Marchais, enfin, campe sur des positions revendicatives d'autant plus aisément qu'il sait n'avoir aucune chance de victoire. Son combat essentiel, et pas nouveau, il le mène en vue d'une modification des rapports de force à gauche qui lui permettrait, le cas échéant, d'avancer un projet politique qu'on connaît déjà.

SUITE PAGE 4

Faire émerger le nouveau

Face à ce jeu stagnant, nous avons œuvré pour notre part à la mise sur pied d'une candidature qui aurait été effectivement porteuse des aspirations nouvelles et des questions déterminantes pour qui aspire à changer radicalement cette société. Ni coalition destinée simplement à briser le mur dressé devant les « petits » candidats, ni simple cartel d'organisations ayant chacune leur logique propre, et uniquement d'accord sur le dénominateur commun qu'est l'opposition à Giscard et la méfiance vis-à-vis des « grands » partis de gauche, une telle candidature aurait pu contribuer très significativement au débat et au rassemblement de tous ceux qui veulent une recomposition de la gauche. Et ils sont nombreux, militants du PCF démissionnaires, exclus ou continuant de l'intérieur leur action critique, militants du PS s'interrogeant sur le devenir et la fonction de leur parti, syndicalistes cherchant des voies nouvelles et efficaces dans la lutte contre le patronat, militants des « mouvements sectoriels » cherchant à dépasser les limites inhérentes à ces mouvements spécifiques, militants d'extrême-gauche s'interrogeant sur les schémas anciens, etc.

Des logiques anciennes n'ayant pas permis finalement qu'existe une telle candidature, nous appelons pour notre part à voter dimanche en faveur d'Huguette Bouchardeau. Bien sûr, les points de désaccord ne manquant pas, il va sans dire que nous ne nous reconnaissons pas dans tous les thèmes développés par Huguette Bouchardeau. Sa candidature peut être cependant, à sa manière, un moyen d'œuvrer à l'émergence du nouveau. Les voix qui se porteront sur son nom auront une signification particulière, en ce sens qu'elles exprimeront tout à la fois un ancrage à gauche sans ambiguïté et une volonté de renouveau qu'aucun autre candidat présent ne peut incarner, et pour cause. Enfin, plus profondément, notre soutien à cette candidature s'inscrit dans une perspective d'avenir, puisqu'aussi bien il est le moyen d'une réflexion-débat à poursuivre pour forger les réponses nécessaires aux questions décisives, et ce avec tous ceux qui se sentent concernés.

Un moment favorable

L'élection présidentielle, vue dans sa globalité, paraît donc frappée d'un curieux paradoxe : elle donne l'image d'une (presque) parfaite immuabilité, alors même que les choses commencent à bouger, et de manière significative. En ce sens, force est de le constater,

l'essentiel se joue dans une très large mesure en dehors du champ de l'élection. L'aspiration à une nouvelle pratique de la politique, la volonté de larges franges de la population de prendre en main leur propre sort, la remise en cause du type de travail qui existe aujourd'hui, dans son organisation comme dans sa finalité, l'émergence d'aspirations à d'autres modes de relations sociales, entre hommes et femmes par exemple, voilà bien quelques-unes des questions qui se posent aujourd'hui, et auxquelles les partis de gauche n'apportent que des réponses dépassées. Sans doute ces questions sont-elles apparues progressivement, depuis 1968 pour certaines. Mais il se trouve qu'aujourd'hui elles sont posées largement. La crise des institutions de gauche en atteste : au-delà même de leur ampleur quantitative, cette crise n'est pas un simple soubresaut dû à des déboires électoraux, pas plus qu'elle n'est une simple remise en cause des choix tactiques opérés à un moment donné. Beaucoup plus profondément, ce qui est interpellé, c'est la nature de ces institutions, la cohérence stratégique de leurs programmes, et aussi leurs fondements théoriques. Dans le même temps où, la chape de plomb du programme commun étant levée, des militants de gauche interpellent la logique même de transformation du PS et du PCF, les « mouvements sectoriels » grandissent en marge de ce programme commun, et avec l'idée d'en être l'alternative, affichent eux aussi leurs limites : pour nombre de leurs militants, ils n'apparaissent plus comme susceptibles d'apporter une réponse cohérente d'ensemble à qui veut changer la société.

Le véritable enjeu

De la convergence de ces interrogations et de ce bouillonnement peut surgir une nouvelle force politique, pour autant que les problèmes politiques soient posés directement, et pour autant que la confrontation et le débat fassent surgir des réponses aux questions importantes. Là est bien le véritable enjeu du moment, alors même que se déroule, « ailleurs », l'élection présidentielle.

Bien évidemment, il n'est pas question de se désintéresser de celle-ci, pas plus au second tour qu'au premier. Le 10 mai, nous appelons à voter pour le candidat de gauche présent ce jour-là. Non pas bien sûr que l'on puisse avoir quelque illusion d'un changement réel et radical amené par le seul fait de la présence de Mitterrand à l'Elysée. Mais tout doit être fait pour battre Giscard. La poursuite de sa politique pendant sept ans encore serait insupportable à des millions et des millions de travailleurs. De plus, la venue au pouvoir de Mitterrand s'accompagnerait nécessairement d'une substantielle modification des données politiques, par un essor des luttes contre un patronat ne disposant plus de l'appui gouvernemental de la même manière, et par la levée de cette chape de plomb que fait peser la droite sur le mouvement populaire.

Les conditions seraient donc plus favorables à l'émergence de cette gauche nouvelle qui, au-delà des présidentielles, est bien l'enjeu du moment.

Nicolas DUVALLOIS

LILLE : REUNION-DEBAT A L'APPEL DU PCR

A l'occasion des élections présidentielles, le PCR organise une série de réunions publiques dans les principales villes de France.

Nous rendons compte ici de la réunion-débat qui s'est tenue à Lille.

A l'appel du PCR, une cinquantaine de personnes se sont réunies vendredi soir, à la maison de la culture et de l'environnement à Lille, pour débattre sur le thème : « *Il faut battre Giscard mais rien ne changera sans une gauche nouvelle* ». Le PSU local participait à la réunion. Son représentant a d'abord développé les objectifs du PSU : développer la démocratie, changer le travail et œuvrer pour une nouvelle solidarité internationale. Cons-

tatant l'insuffisance des propositions du PS et du PC et le fait que de nouveaux mouvements sociaux se développent en marge de la vie politique, il a souligné la nécessité d'une gauche nouvelle et a inscrit dans cette perspective la candidature d'Huguette Bouchardeau.

Puis Marc André, pour le PCR, après avoir rappelé la position du PCR pour les prochaines élections, a souligné que ce qui se jouait par-delà les débats actuels, c'était la crédibilité de la voie révolutionnaire. Il a montré que la contestation en profondeur de la société se cristallisait sur trois points (rapport au travail, rapport aux pouvoirs, et relations inter-individuelles) auxquels les partis de gauche n'ont pas apporté de réponse décisive. D'où la nécessité pour une

nouvelle gauche, de forger des réponses nouvelles à ces problèmes et d'élaborer un projet révolutionnaire pour la transformation de la société. Elaboration qui sera le fruit d'une bataille politique.

La question de l'émergence de la gauche nouvelle a été au centre du débat. On a discuté du lien entre les luttes ouvrières et les luttes des nouveaux mouvements : s'agit-il de deux branches de contestation différentes ou de deux aspects d'une même réalité par des groupes différents et sur lesquels il est possible d'organiser la convergence ? Cette partie de la discussion a fait apparaître la nécessité de repenser le problème des alliances pour un changement révolutionnaire de la société et également de repenser les schémas économicistes qui ont dominé la

gauche et qui ont mis unilatéralement l'accent sur les aspects économiques, en négligeant l'aspect politique et culturel. La discussion a permis ensuite de montrer que cette gauche nouvelle ne saurait se confondre avec un cartel d'organisations, pas seulement dans le sens où elle ne devrait pas se contenter d'être un lieu de discussion mais être aussi une force de proposition et d'action, mais surtout dans le sens où il s'agit de faire converger des forces existant à part entière et se réunissant sur un projet commun. Cette partie de la discussion a vite débouché sur la conception du socialisme à laquelle elle fait référence. Le point de la pluralité sous le socialisme, des partis et organisations ayant participé au changement social, a été discuté avec intérêt.

D'autres questions de fond ont été abordées lors du débat : le rôle du Parti Communiste dans la nouvelle gauche, le rapport à entretenir avec les institutions d'Etat, le rapport au réformisme, le passage au socialisme, etc. En conclusion, une réunion qui a fait apparaître qu'à Lille aussi, l'aspiration à une gauche nouvelle, était une réalité ; une réunion qui a permis d'aborder la confrontation nécessaire à son émergence. Reste à poursuivre, à approfondir et à élargir la réflexion et la confrontation et pour cela, comme le soulignait un participant au meeting, à créer des lieux de débat où les questions qui ont commencé à être abordées, puissent être approfondies en même temps que puissent être définis des axes de mobilisation communs.

« L'IDEE DE RENOUVELLEMENT DE LA GAUCHE EST IMPORTANTE POUR L'APRES-ELECTION »



Une interview de Serge Depaquit, membre du bureau national du PSU

Il y a maintenant plus de trois ans, l'union de la gauche se déchirait, et le programme commun, qu'on nous avait présenté pendant des années comme la réponse à toutes les revendications populaires, connaissait une triste fin. Depuis, le PS et le PCF offrent le spectacle, assez pitoyable, de leurs divisions. De nombreux militants de ces partis ont refusé et refusent toujours de se satisfaire de cette situation, et, tout en s'interrogeant sur les raisons qui ont conduit à un tel résultat, ont affirmé largement leur volonté de lutte unitaire. C'est, par exemple, ce qu'a exprimé le succès de la pétition « *Union dans les luttes* ».

Comment analyses-tu cette situation ? Te semble-t-elle porteuse de

transformations de la situation politique ?

Tout d'abord, nous avons salué dès le début, et participé à l'initiative de l'union dans les luttes, qui nous a semblé tout à fait positive au moment, précisément, où il y avait ce déchirement dont vous parlez.

Pour en venir au fond, nous n'avons jamais fait l'analyse que les problèmes de la gauche étaient liés simplement à la division. La division est le produit d'une certaine situation politique, c'est donc une analyse politique qu'il faut faire. Nous l'avions faite au début du programme commun : elle porte sur le contenu des propositions politiques qui étaient faites, et pas seulement sur la forme qu'elles pouvaient prendre. Le programme commun n'entraînait pas de transformations sociales profondes : certaines revendications pouvaient avoir un sens, mais

sur le fond, le programme commun n'introduisait pas un processus qui pouvait aller vers le socialisme, et il ne s'appuyait pas sur un mouvement populaire. Il n'y a jamais eu, même dans le cadre étroit du programme commun, de comités d'union à la base.

L'interrogation qui a lieu aujourd'hui dans le PCF et dans le PS nous paraît tout à fait positive. Il s'agit, peut-être plus encore que des militants, d'un courant d'opinion, et c'est important.

Quelle peut être l'influence de ces interrogations à l'intérieur du PCF et du PS sur l'évolution de ces forces politiques ? Beaucoup dépendra sans doute du résultat

de l'élection présidentielle. Si le parti socialiste gagne les élections et donc gère le pouvoir, cela n'ira sans doute pas sans problème à l'intérieur du PS. C'est un parti ambigu : il comprend des militants qui ont vécu un certain nombre de luttes, connu un certain nombre d'expériences, et d'autre part, on sait qu'au pouvoir, il gère la société capitaliste.

En ce qui concerne le PCF, si le score de Marchais est bon, la direction pourra peut-être se stabiliser d'une certaine façon. S'il est mauvais, des problèmes peuvent surgir très rapidement. Mais il s'agit là d'un problème de conjoncture politique. A plus long terme, les problèmes posés

au Parti communiste sont ceux de ses rapports avec le pouvoir dans les pays comme les nôtres. Ce sont des questions très sérieuses qu'il est incapable de résoudre. Par exemple, il est certain que l'expérience du PCI, quoi qu'on en pense, pèse de façon importante sur la réflexion des militants et des responsables de ce parti. Je pense qu'à moyen terme, la crise que connaît le PCF actuellement est plutôt appelée à se développer qu'à se résorber.

► Le discours de la gauche traditionnelle semble se résumer à l'extension des nationalisations et à un certain nombre de mesures sociales pour lutter contre le chômage, les bas salaires et améliorer les conditions de travail. De telles mesures sont bien entendu nécessaires, et justifient d'ailleurs à elles seules la nécessité de chasser Giscard. Mais sont-elles de nature à satisfaire des aspirations fondamentales qui se font jour aujourd'hui dans notre société ?

Les nationalisations : une recette traditionnelle de la gauche. Suffisent-elles à répondre aux aspirations fondamentales de la société ?



Les nationalisations sont, pour nous, une revendication importante. Pour transformer la société dans notre pays, nous pensons qu'il faut des objectifs intermédiaires : les nationalisations peuvent constituer un de ces objectifs. Mais nous préférons parler de socialisation : le fait que les nationalisations aient lieu, ou non, sous contrôle des travailleurs, avec la création de conseils d'atelier, etc., c'est tout à fait fondamental quant au type de processus qui s'engage. Le processus, pour nous, doit être beaucoup plus large. Par exemple, au Chili, on avait prévu la nationalisation de 73 entreprises ; les travailleurs ont voulu prendre leurs affaires en main, et au bout du compte, on en est arrivé à plus de 400 entreprises dans lesquelles le pouvoir a été pris. On peut imaginer qu'à travers un tel processus, une prise de conscience s'effectue et qu'on arrive à une transformation révolutionnaire par des biais que l'on ne peut pas imaginer dès maintenant.

Mai 68 : l'émergence d'exigences et d'interrogations nouvelles.

► Pour préciser la question, prenons l'exemple du travail. La lutte contre le chômage, la réduction du temps de travail sont des revendications essentielles. Mais on ne voit pas, dans les propositions des partis de gauche, en quoi le contenu même du travail, le rapport de chacun avec son travail, seraient modifiés.

Ce qui va modifier considérablement le travail, dans les dix ans qui viennent, c'est le développement de la productivité et de l'informatisation. C'est pourquoi le PSU, dans le cadre de la campagne, a fait la proposition d'une loi de 30 heures. Il ne s'agit pas d'une surenchère par rapport au 35 heures. Le problème des 30 heures consiste à toucher à l'organisation du travail. Pour résoudre un problème comme le chômage, il faut réduire suffisamment le temps de travail pour que cela ait des conséquences sur l'organisation du travail. C'est important pour réduire les inégalités : par exemple, 61 % des chômeurs sont des chômeuses : c'est une forme de divisions sexuelle dans le travail ou le non-travail.

Certains théoriciens de la bourgeoisie considèrent que le chômage sera quelque chose de structurel. On devra choisir des créneaux, des secteurs de pointe, compétitifs, avec des hauts salaires. Comme, dans une partie de la société, il existe un refus du travail, on crée un autre secteur, coopératives, régies municipales, où on les paie moins, etc. Le travail intérimaire recoupe en partie ce phénomène. Il y a dans ces conceptions un grave danger, notamment de division de la classe ouvrière. Si l'on continue avec l'augmentation de la productivité, et sans toucher au temps de travail, on va se trouver en 1990 avec des travailleurs dans les secteurs publics, qui travailleront 40 heures, avec même des secteurs où l'on travaillera 60 heures, et d'autre part 3 millions de chômeurs. Ce sera un autre aspect de la parcellisation, de la division de la classe ouvrière. C'est pourquoi notre proposition des 30 heures vise à jouer, de façon forte, sur le temps de travail.

► S'agit-il seulement de réduire le temps de travail nécessaire, en laissant la forme du travail subsister telle qu'elle est ? Certaines thèses vont dans ce sens, comme celles de Gorz, qui dit : il existe une partie inaliénable du travail, liée aux conditions modernes de production, qui est forcément peu intéressante. Ce qui compte, ce serait donc de la limiter au maximum, et de développer hors du temps de travail proprement dit, une sphère de type artisanal, une sphère autonome. Il faut évidemment réduire le temps de travail, mais doit-on tenir pour acquis que le contenu du travail ne peut



pas être modifié ? Un des problèmes fondamentaux n'est-il pas justement de repenser le rapport qui existe entre le producteur et son travail ?

Pour que les travailleurs modifient leur attitude au travail, il faut d'abord qu'ils travaillent moins. Quant à ce qu'ils font au travail, évidemment, c'est assez difficile à modifier s'il n'y a pas une forme de prise de pouvoir. Le travail va être modifié essentiellement par l'informatique. Il existe peut-être des revendications qui peuvent changer le rapport au travail : c'est le sens de la réflexion de la CFDT qui concerne les contrôles et une certaine négociation sur l'utilisation de l'informatique.

La division qu'introduit Gorz comporte, sur le plan tactique, de terribles dangers. Edmond Maire l'a critiquée avec des arguments pertinents. Mais sur le fond, je ne pense pas qu'une société socialiste autogestionnaire puisse se concevoir en laissant à part de la gestion de cette société ce qui va en être l'essentiel. Si tous ce qui est dans le secteur de l'Etat est laissé de côté, sous prétexte qu'on ne peut pas autogérer ce qui est gros, ce n'est plus de l'autogestion. Car alors comment croire que l'autre secteur ne sera pas complètement appauvri, déformé, miné par le premier ? On ne peut pas couper les choses en deux.

► Pour être plus précis, il semble que dans la société actuelle, on fonctionne sur cette dualité : un temps de travail qui est perçu comme contraignant et inintéressant, et d'autre part la sphère dite des loisirs, où on donne à l'individu l'impression d'une certaine liberté. En fin de compte, la perspective du travail, c'est d'avoir le loisir. Mais le loisir lui-même est souvent, dans notre société, très organisé, très conventionnel, replié sur la famille nucléaire, en fin de compte insatisfaisant. Un des gros problèmes qui se posent à la société socialiste, n'est-ce pas justement de résoudre cette dichotomie entre le travail et le loisir, de redonner une certaine unité sociale à la vie de l'individu, de donner un contenu intéressant tant au travail qu'au loisir ?

Fondamentalement, c'est un problème de pouvoir. Si les gens n'ont pas le pouvoir, ils n'auront rien du tout sur ce plan-là. Mais le temps libre, même dans la société actuelle, ne recèle-t-il pas autre chose ? Je pense à l'éclosion du syndicalisme du cadre de veie, qui a pu surgir précisément parce que les gens travaillent moins, qu'il y a cinquante ans.

► On constate une désaffection par rapport aux partis de gauche. C'est le cas en particulier dans la jeunesse. Cette désaffection et le développement d'autres pratiques politiques extérieures à ces formations, sont-ils des signes négatifs d'un rejet de la politique, ou expriment-ils une remise en cause du jeu politique traditionnel, avec des potentialités positives ?

Il existe un rejet d'une certaine politique. A partir de là, des politiciens en chambre construisent des modèles sur le rejet de la vie politique. J'ai été frappé au contraire par le fait que, dans cette campagne, des jeunes participaient en grand nombre aux réunions, et posaient des questions profondes. Evidemment, si la politique ça consiste à se demander s'il est juste que Mitterrand ait dit que Giscard avait reçu un salaire à Varsovie, si ça n'insulte pas la France, si c'est cela la politique, ça ne les intéresse pas, ça ne les concerne pas. Même s'il y a derrière cette question des problèmes réels de la politique internationale, ce n'est pas cette manière de les aborder qui va les intéresser. Dans nos réunions, par exemple, souvent des jeunes posent des problèmes comme celui-là : il y a des gens qui meurent de faim dans le monde. Ils le posent

peut-être au départ d'une façon sentimentale, mais très vite ils en arrivent à se demander si le monde développé peut se sortir seul de la crise.

► Au travers des interrogations nouvelles qui se sont développées en dehors des réponses de la gauche classique depuis mai 68, au travers de la réflexion qui se mène à l'intérieur même des partis de gauche et des syndicats, l'idée du rassemblement d'une gauche nouvelle, porteuse d'un projet novateur de transformation sociale commence à se faire jour. Comment vois-tu les perspectives de construction d'une telle force politique au lendemain des élections présidentielles ?

Il ne s'agit pas, en ce domaine, de procéder à des raccourcis organisationnels. Il s'agit d'abord d'ouvrir le débat, pour avancer réellement. On peut avoir des pratiques communes, mais la lumière ne va pas jaillir du seul fait des pratiques communes. Il faut une réflexion sur le fond, créer les lieux de cette réflexion, à travers des rencontres, etc., peut-être quand les choses seront plus mûres, tirer un bilan de ces débats. Si on parvient à ouvrir un tel processus, on peut arriver aussi à ce que des militants des partis de gauche, ou influencés par eux, et qui auraient tendance à une réaction de repli, que ces militants puissent retrouver un espoir.

Il me semble important qu'on puisse se mettre d'accord sur les moments forts de ce qu'on appelle le socialisme. Et aussi sur la stratégie : sur la transition, mais aussi sur la tactique aux élections. Une stratégie révolutionnaire en France doit prendre en compte la réalité de ces forces que sont le PC et le PS, qui ne vont pas disparaître d'un coup parce qu'il y aurait un mouvement populaire. Une stratégie révolutionnaire en France doit tenir compte de ce qu'est la société civile dans nos pays, au sens marxien du terme. Autre question : comment, dans un pays comme le nôtre, peuvent se constituer des blocs de pouvoir, qui se forment, qui se détruisent à l'intérieur du bloc historique ? Etc.

► Que signifie, dans cette perspective, la candidature d'Huguette Bouchardeau ?

L'idée de renouvellement de la gauche est importante pour ce qui se passera au lendemain des élections si Giscard est battu. Il est important de disposer, après l'élection, de forces politiques qui puissent jouer un rôle dans ce type de situation. Si ces forces ont totalement disparu dans la bataille électorale, elles auront du mal à se manifester dans l'après-élection. Se battre au premier tour pour qu'elle ait le maximum de voix, c'est une bataille pour se donner les forces pour après.

L'AUTOGESTION EST-ELLE DEVENUE UNE IDÉE CREUSE ?

Au centre de la propagande du PCF en 1979, la référence autogestionnaire est presque totalement absente de la campagne Marchais.

La campagne électorale du PCF, entamée dès le mois d'octobre 1980, se clôt par un mystère. Beaucoup de thèmes y ont été abordés ; de « l'alignement à droite de Mitterrand » à la revendication d'un « gouvernement socialiste-communiste », de la « lutte contre les ghettos de la misère et de l'insécurité » à la volonté finale de « tendre toutes les forces vers la défaite de Giscard ». Beaucoup de thèmes ont été abordés, mais il en manque un : celui de l'autogestion. Certes, le mot est encore cité, de-ci de-là : on le retrouve à deux reprises dans le texte intégral des 131 propositions de Marchais, *Révolution* le cite une dizaine de fois depuis le début de l'année, en incidente, et les *Cahiers du Communisme* y consacrent un article, le premier depuis un an, dans leur dernière livraison. On est très loin cependant des tonitruants titres de 1977 dans la presse du PCF : « L'autogestion ? Cent fois d'accord ! », et on est encore plus loin des multiples propos sur « la démarche autogestionnaire » de la période située autour du 23^e congrès, en 1979, dont l'autogestion fut justement un des thèmes centraux.

Evolution d'un thème

Pour éclairer un peu le mystère de cette quasi-disparition, peut-être faut-il tout d'abord jeter un regard rétrospectif sur l'évolution du thème. Opposition virulente, tout d'abord, jusqu'au milieu des années 70, et alors même que l'idée d'autogestion est largement véhiculée par d'autres forces politiques. Au lendemain des « Assises sur le socialisme », en 1974, le PCF est explicite et sans nuance : il ne s'agit de rien d'autre, dit-il, que de « mettre en cause le contenu

transformateur du programme commun », lequel est alors à son apogée. Si la position se nuance par la suite, ses fondements restent les mêmes. Dans leur livre *Pour une stratégie autogestionnaire*, Damette et Scheibling expliquent bien que si l'idée d'une « autogestion nationale d'ensemble » est avancée en 1976, il ne s'agit alors que d'une substitution de formulation et non d'une évolution réelle. C'est à la fin de 1977, après la rupture du programme commun, que les choses se modifient sensiblement, avant d'aboutir à un 23^e congrès qui mettra le thème au centre de ses travaux. A l'automne 1979, le livre précédemment cité est l'objet de multiples réunions de cadres, et il n'est guère d'articles de presse ou de tracts qui ne fassent allusion à la « démarche autogestionnaire ». Quand les employés des grands magasins entrent en lutte contre le travail du dimanche, elles s'inscrivent dans la démarche, écrit *L'Humanité*. Dans plusieurs usines, et notamment à Ducellier, se créent des « comités d'ateliers » présentés alors comme des exemples. Des réunions d'élus municipaux se multiplient pour étudier dans le détail la manière d'avancer sur la voie de l'autogestion municipale. Marchais les exhorte alors à « créer partout de véritables comités de quartier, où la population puisse prendre ses affaires en main sans s'en remettre à des tiers, même communistes ». Et puis, progressivement, le thème de l'autogestion s'étirole au cours de l'année 1980, avant de disparaître quasi-complètement de la campagne électorale : à ce jour, Marchais ne l'a pas évoqué une seule fois dans ses prestations télévisées de la campagne officielle.

Perspective ?

L'idée de l'autogestion, telle que l'a donc véhiculée le PCF pendant un temps, visait à l'évidence plusieurs objectifs, et présentait des caractéristiques différentes. On a pu y voir, en partie avec raison, un simple palliatif au cruel manque de perspectives né de la disparition du programme commun : à tous ceux qui jusqu'alors ne raisonnaient qu'en termes d'étapes — l'existence de l'union de la gauche au pouvoir étant l'antichambre d'une « démocratie avancée » elle-même antichambre du socialisme — et qui de ce fait pouvaient être troublés par la cassure de l'union, la direction du PCF proposait une nouvelle

vision, ambiguë à souhait : chaque lutte d'aujourd'hui, même partielle, même ponctuelle, est en elle-même un pas en avant vers le socialisme. L'idée de la nécessaire rupture disparaît un peu plus, mais du moins les militants ont-ils l'impression d'avancer quotidiennement vers la transformation de la société : l'avenir ne commence-t-il pas maintenant ? On a pu voir aussi, là encore en partie avec raison, dans le développement de la « stratégie autogestionnaire » la mise en œuvre d'une politique « attrape-tout » destinée à tenter de refaire l'unité interne du PCF autour d'un thème susceptible d'être interprété différemment par les uns et les autres. De fait, certains ont pu voir dans le 23^e congrès la continuité des thèmes abordés trois ans plus tôt, au 22^e congrès.

Une tentative de réponse

Mais sans doute ces raisons n'expliquent-elles pas tout. Ambiguë, réformiste, en trompe-l'œil, relativement silencieuse sur la question de l'Etat et complètement muette sur la manière dont le PCF tel qu'il est entendait finalement faire converger vers lui toutes les démarches, « la stratégie autogestionnaire » n'en visait pas moins à répondre à quelques questions bien réelles. Ainsi le PCF, après avoir tout subordonné au programme commun, en venait-il à constater, après beaucoup d'autres que « cette période a conduit à un processus de déconnexion entre

les luttes sociales et les batailles politiques qui étaient essentiellement des batailles électorales ».

De la même manière, il constatait la coupure — introduite largement par lui d'ailleurs, entre les aspirations apparues dans les luttes et les réponses politiques apportées par la gauche : « Les luttes ont toujours été perçues comme devant résoudre les problèmes revendicatifs immédiats. Par contre, les grandes questions de fond, celles tenant à la transformation de la société, étaient renvoyées aux échéances électorales ». Partant de ce constat, le PCF, avec des arrière-pensées sans doute, lançait des idées : les questions de la finalité du travail, importantes s'il en est, sont abordées au travers de la nouvelle croissance. L'idée de démocratie, et plus globalement de la manière de faire de la politique, sont évoquées au travers des conseils d'ateliers, ou de la décentralisation des pouvoirs. La question, sensible, des rapports sociaux n'est pas non plus oubliée : « Il faut donc, en même temps que la transformation de la propriété et du pouvoir d'Etat, entreprendre un effort fondamental pour modifier les rapports sociaux. Il faut en tout domaine, à tout niveau, sous toutes les formes possibles — connues ou à imaginer — passer de la sujétion à la participation, du commandement à l'initiative... L'autogestion, la démocratie poussées jusqu'au bout dans toute la vie sociale ouvriront pour chacun et pour tous des possibilités encore insoupçonnées », disait la résolution du 23^e Congrès.

Le bulldozer et l'autogestion

Bref, à sa manière, le thème de l'autogestion développé par le PCF visait indéniablement à répondre à quelques questions importantes apparues ces dernières années. Et les faits sont là : l'autogestion est aujourd'hui mise au rencart. Il y a là, plus qu'une évolution tactique : une preuve de l'incapacité du PCF à se saisir des questions nouvelles et décisives, et plus encore à y apporter des réponses satisfaisantes. Un récent article des *Cahiers du Communisme* le démontre bien : dans cet article Felix Damette, encore lui, y parle bien d'autogestion, « d'élargissement de la lutte des classes à l'ensemble de la société », de « prise en charge directe des problèmes par les victimes du système », mais c'est pour justifier... la délation de Montigny et l'opération bulldozer de Vitry !

Face à une telle argumentation, deux lectures demeurent possibles : ou bien l'évocation du thème de l'autogestion n'est ici avancée que pour tenter de justifier, ne serait-ce qu'aux yeux des militants, des actions totalement condamnables, ou bien il s'agit là, réellement, de la manière dont le PCF conçoit sa démarche autogestionnaire. Dans les deux cas, la constatation que l'on peut faire est la même : si le nouveau a pu affluer, l'espace de quelques mois, dans les propos du PCF, il est aujourd'hui bien étouffé.



LE PCF ET LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

La farouche défense par le PCF du développement du nucléaire est connue. Elle peut passer comme une bévue, comme un entêtement dans une position ouvertement fautive que le PCF pourrait transformer finalement, comme il a, en discours au moins, évolué sur d'autres questions. Mais cette attitude du PCF sur le nucléaire repose sur des soubassements profondément ancrés que constitue son attitude constante face au développement des sciences et des techniques. Ce n'est pas un hasard si le livre-campagne du PCF pour cette élection présidentielle *L'espoir au présent* commence sur tout un chapitre par un éloge dithyrambique de la révolution scientifique et technique où l'on voit Marchais s'émerveiller devant le laser et les calculatrices de poche, et pourfendre les « obscurantistes », qui dénoncent les dégâts du progrès et apportent ainsi une « *caution à la politique d'austérité, de croissance sobre, d'abandon national* » de Giscard. Mais les obscurantistes sont-ils bien là où les voit Marchais ?

On peut résumer la thèse du PCF de la manière suivante : le mouvement du progrès scientifique et technique converge naturellement avec celui des luttes sociales, il favorise et stimule ces dernières ; certes dans son développement le mouvement du progrès scientifique et technique peut donner naissance à des effets pervers, à des contre-tendances ; mais fondamentalement ces contre-tendances ne sont que des contre-tendances, engendrées par la recherche du profit ; conclusion : faisons sauter le carcan du profit et les contre-tendances disparaîtront d'elles-mêmes, et on retrouvera le développement harmonieux et convergent des sciences et des techniques d'une part, du mouvement social d'autre part.

Profit contre progrès ?

Le premier inconvénient d'une telle thèse c'est qu'elle prend le contre-pied de toute une série d'aspirations, de demandes, présentes dans les luttes populaires, particulièrement depuis une dizaine d'années, et mettant en cause la manière dont le développement des sciences et des techniques entre en contradiction avec la volonté de mieux contrôler son travail, de mieux développer son initiative, de concourir réellement et de manière consciente à l'élaboration des

décisions... Les problèmes du nucléaire, de l'informatique, de la robotisation ont notamment contribué à mettre à jour ces aspirations.

Georges Marchais estime avoir réglé ce problème en mettant ces aspects négatifs du progrès sur le compte de la recherche du profit. Mais en l'affaire, renvoyer au profit ou au caractère de classe de la société ne résout strictement rien. On ne peut esquiver le problème de ces aspects pervers, de ces dégâts du progrès par une explication globale. Sans doute la recherche du profit, le caractère de classe de la société déterminent d'une certaine manière le mode de développement du progrès scientifique et technique, et ses conséquences pour les travailleurs. Mais dire cela n'éclaire rien si on n'examine pas concrètement comment au stade de développement du capitalisme actuel, dans la société française, se manifestent ces dégâts du progrès, quelles exigences ils font surgir, comment un projet socialiste peut y répondre. Il est faux de définir le progrès scientifique et technique comme seulement détourné de sa mission, de sa fonction, par le capitalisme. Faux parce que disant cela on présuppose qu'un changement de pouvoir, une révolution socialiste résoudrait ainsi automatiquement les problèmes posés. Mais en quoi une société socialiste ne se trouverait pas confrontée au problème de la maîtrise

de l'informatique par les travailleurs ? En quoi, une société socialiste ne se trouverait pas confrontée, face au gigantisme du nucléaire, au problème que pose son contrôle par les travailleurs ? En quoi une société socialiste ne se trouverait pas confrontée au problème du contenu du travail et de sa maîtrise par les travailleurs ? En quoi une société socialiste ne sera pas confrontée au conflit entre la nécessité d'assurer une certaine productivité du travail, et les conditions même de ce travail, et comment réglerait-elle ce conflit ? Et plus précisément en renversant même le problème pense-t-on qu'une société socialiste pourra voir le jour en France, motivera réellement les travailleurs, constituera effectivement un idéal pour lequel les gens seront prêts à lutter, sans que ces problèmes et les aspirations qu'ils font surgir non seulement soient reconnus mais commencent à trouver une réponse précise, constituent une composante de la mobilisation révolutionnaire ?

On ne peut renvoyer ces questions au lendemain d'une révolution, on ne peut privilégier l'appropriation collective des moyens de production au point d'ignorer ces problèmes, de les considérer comme annexes alors qu'ils constituent un des points clefs sur lesquels se déroulent aujourd'hui l'affrontement avec le capitalisme, et doit s'organiser la mobilisation pour une transformation radicale de la société.

« Plus de robots »

Or l'analyse en terme de profit ignore complètement ce problème. Il est significatif de ce point de vue de voir l'analyse que fait Georges Marchais de l'introduction des robots à Renault : « *Les progrès de l'automation et de la robotique donnent la possibilité de faire accomplir la plupart des tâches fastidieuses, et répétitives y compris les plus complexes comme la peinture ou les soudures des pièces par des robots. Leur introduction progressive dans la production pourrait contribuer à la suppression du travail à la chaîne, au développement de la responsabilité et de la qualification dans le travail, à une importante diminution du temps de travail. J'ai vu par exemple à l'usine Renault de Flins ce que ces machines rendent possible. Alors qu'est-ce*

qui est en cause quand leur installation ne se fait qu'au compte gouttes, et seulement en fonction des possibilités de rentabilisation immédiate, avec des compressions d'emploi et une déqualification des postes de travail existants, avec l'aggravation des cadences ? Ce n'est pas la technique, ce n'est pas la machine qui sont coupables. Mais c'est la course au profit. Car c'est cela le seul but que poursuivent les patrons : du profit, le plus gros possible et le plus vite possible. Au nom de cela on n'accroît pas la qualification, le niveau de vie, les débouchés. Et c'est le chômage et le gâchis » (1).

Vraiment, la seule critique que l'on doit porter à l'introduction de la robotique, c'est qu'elle se fait trop lentement ? S'agit-il d'y voir seulement une technique détournée, mal utilisée parce que c'est le capitalisme qui la met en œuvre, alors qu'actionnée par les travailleurs, elle ferait des merveilles, allégerait le travail, le rendrait salubre ?

Dire cela n'est-ce pas rater l'essentiel, n'est-ce pas ignorer les véritables mutilations que le capitalisme fait subir au travailleur dans le procès du travail, en particulier avec le développement de la modernisation technologique. L'exploitation ne se joue pas seulement dans la part de sur-travail extorquée au travailleur, mais aussi de manière importante dans le contenu du travail. Tant dans le savoir-faire ouvrier, c'est-à-dire le rapport des hommes aux moyens de production, que dans les rapports des hommes dans le travail, le développement du capitalisme amène de profondes transformations dans le rapport de l'homme à son travail, le privant de la possibilité de se l'approprier, de s'accomplir lui-même en l'accomplissant d'en faire une activité positive créatrice. De ce point de vue il est net que la manière dont le capitalisme introduit l'utilisation des sciences et des techniques dans le procès de production, produit et aggrave ce phénomène rendant le travailleur esclave de son travail, étranger à ce qu'il accomplit, accroissant la distance entre tâches de conception et d'exécution, développant les écarts entre le travail manuel et le travail intellectuel, créant et renforçant les rapports hiérarchiques. Ainsi, au delà même des phénomènes importants de diminution du pouvoir d'achat, d'usure accélérée de la force de

travail par les conditions de travail, par l'intensification du travail, se joue aussi pour le travailleur la véritable expropriation de son travail par le capitalisme. La première introduction du machinisme à la fin du XIX^e siècle, l'introduction de la chaîne et du taylorisme avec la Première Guerre mondiale ont constitué des moments importants d'aggravation de ces différents écarts. Et de ce point de vue là, l'introduction de techniques nouvelles, la manière dont est conçue cette introduction aujourd'hui, l'orientation qui est donnée à la recherche des sciences et des techniques, qu'il s'agisse du nucléaire, de l'informatique ou de la robotique ne saurait contribuer à la réduction de ces écarts mais au contraire, consiste, aux dires de nombreux travailleurs qui en sont victimes, en une aggravation de ces tendances, en l'introduction de nouvelles contradictions.

Présenter comme le fait Marchais le progrès scientifique et technique comme convergeant naturellement avec le mouvement social c'est fondamentalement idéaliser le progrès, lui prêter mécaniquement un effet positif, libérateur sur l'humanité, imaginer qu'il y aurait un chemin linéaire du développement du progrès, c'est faire complètement abstraction de comment concrètement s'organise cette convergence, par le développement d'un certain nombre de contradictions qui justement opposent ce mouvement social et ce développement du progrès scientifique, contribuant ainsi à corriger, réorienter ce développement pas simplement dans le sens d'un développement des moyens de production, mais en ajustant le savoir-faire, en corrigeant dans les rapports de production les rapports entre les hommes dans le travail. Qualifier d'ignorantistes, d'ennemis du progrès ceux qui soulignent ces contradictions, c'est pour le coup rater un pan important de la réalité, ignorer un des moteurs de la transformation révolutionnaire de la société qui justement dans la période joue un rôle important dans les contradictions de la société française, et rend actuelle et nécessaire l'issue révolutionnaire pour une transformation radicale de la société. C'est évidemment tout le contraire d'une démarche d'ignorantiste.

(1) *L'espoir au présent* P. 16

« MOI, UNE TRAVAILLEUSE, UNE CANDIDATE VRAIMENT DE GAUCHE... »

Arlette Laguiller se veut à gauche de la gauche. Mais la concurrence est rude de la part du PCF, qui a, depuis 1974, gauchi son langage.

UNE voix sincère dans leur concert de mensonges », « le franc-parler d'une femme du peuple », « pour leur dire leurs quatre vérités », « pour dire leur fait aux politiciens de droite et de gauche » : il y a dans la campagne de Lutte Ouvrière une mystique de la prise de parole. Ceux qui n'ont jamais la parole sont invités à la prendre par l'intermédiaire d'Arlette, qui « se servira de leur télé et de leur radio, pour leur dire à tous leurs quatre vérités, pour dire ce que les travailleurs et les petites gens, condamnés devant leur poste à subir sans jamais pouvoir répondre, auraient si souvent envie de dire, pour se sentir, ne serait-ce qu'une fois, vengés un peu » (1).

Car si les élections « sont un piège », du moins peut-on « s'(en) servir pour leur dire ce qu'on pense d'eux ».

Eux, ce sont les politiciens professionnels ; « on », c'est la masse des travailleurs et des « petites gens », invités par Arlette Laguiller à « voter pour l'une d'entre eux ». Ce langage peut trouver un écho : une telle candidature se distingue nettement de la plupart des autres. Certes, les délimitations de classe qu'établit Lutte Ouvrière sont un peu floues, et on y trouve un peu pâle-mêle les ouvriers aux côtés des « petits bourgeois, petits paysans, petits commerçants », tous unis contre les « grands de la politique », « grandes sociétés pétrolières », « grandes firmes de l'armement, du nucléaire et de l'électronique ».

Il est facile de retrouver dans cette opposition des « petits » et des gros et grands des thèmes qui eurent leur heure de gloire électorale sous la IV^e République, et pas spécialement à gauche.

Mais il est vrai aussi que, par l'insistance mise sur les revendications des travailleurs, sur le chômage, sur la nécessité des

luttons quel que soit le résultat des élections, la candidature d'Arlette Laguiller peut apparaître comme nettement marquée à gauche, tranchant avec la plupart des autres, et en particulier avec celles des représentants des quatre grandes formations, « ces quatre-là », à qui l'électorat, dit-elle, donnerait « une bonne leçon » s'il la plaçait... parmi les quatre premiers. On admettra que la probabilité en est faible.

«Personne ne peut comprendre...»

Et puis, tout de même, la démarcation d'avec les partis de gauche est faite en des termes un peu rapides. Si Mitterrand est élu, dit-elle, il fera « la même politique anti-ouvrière que ses prédécesseurs » (2). Dire que Mitterrand ne veut pas transformer la société en profondeur est juste. Dire que, sur toute la ligne, il mènera « la même politique » que Giscard et Barre, c'est un peu simplifié.

Dire que Marchais critique Mitterrand, alors qu'il le soutenait en 1974, c'est vrai. Mais peut-être serait-il important de cerner les causes de la division

de la gauche intervenue depuis, et non pas seulement de mettre les propos de Marchais sur le compte du fait qu'il « ment ». Mais sur ce terrain, Lutte Ouvrière clame son incapacité à trouver les causes politiques profondes de la division de la gauche. « Marchais ? Personne ne peut comprendre où il veut en venir, avoue ingénument Lutte Ouvrière. Personne ne comprend pourquoi il dit aujourd'hui de Mitterrand le contraire de ce qu'il disait hier » (1).

Ce qui pose d'ailleurs un problème supplémentaire à Lutte Ouvrière. En 1974, il lui était facile de se démarquer du PCF, qui soutenait la candidature Mitterrand. Aujourd'hui, l'affaire se complique : le PCF ne se prive pas d'utiliser un langage de lutte, et parfois plus qu'un langage. Ou de s'élever contre la « politique politicienne ». Et d'une façon plus générale, de se présenter comme le garant des revendications des travailleurs, face au flou des propositions de Mitterrand. De quoi remettre en question quelques vieilles démarcations, et placer LO en porte-à-faux face à l'actuel discours ouvrieriste du PCF.

Dès lors, le point de clivage consistera à mettre en opposition le discours actuel du PCF à son

discours passé. Ainsi qu'à se démarquer de certaines de ses interventions. Par exemple, celle de Vitry. Mais assez peu de celle de Montigny-lès-Cormeilles. LO estime que s'il faut critiquer le PCF en l'affaire, « ce n'est en soi ni la délation publique, ni la justice populaire (sic) qu'on peut lui reprocher. Mais de prétendre inaugurer une telle politique contre une famille d'ouvriers marocains (...) Ce qu'on peut lui reprocher, ce n'est pas de mener une campagne contre la drogue, mais de s'en prendre violemment à une famille pauvre marocaine dont les membres ne sont pas tous responsables de ce que fait un de leurs enfants » (3). Que voilà une critique bien timide des pratiques du PCF en la matière !

«Comme le revendique le PCF»...

Mais là où la critique du PCF s'efface totalement, c'est sur le thème de la sécurité. Mais si ce thème est agité surtout dans sa presse, et pas dans la campagne télévisée, Lutte Ouvrière réclame davantage de flics, mais des flics



proches du peuple : « La police n'est pas souvent là le soir dans les couloirs du métro, proteste Lutte Ouvrière (4) jamais là dans les rues sombres de banlieue, dans les cités, ou dans les gares, là où il ne fait pas bon circuler seul (...) Et c'est un choix délibéré de ceux qui nous gouvernent ». Il faut donc des forces de police présentes dans la population : « Les policiers seraient effectivement des flottiers, comme le revendique le PCF, connaissant bien chacun son quartier, présents là où les agressions risquent de se commettre, là où la population se sent en insécurité. Cela reviendrait à une plus grande surveillance de la population par la police ? Cela dépend de ce que l'on entend par là. En l'occurrence, ce serait bien plus l'inverse qui serait vrai : un policier en fonction dans le quartier où il habite, là où il fait ses courses, envoie ses enfants à l'école, pourrait plus difficilement commettre les « bavures » dont la police se fait la spécialité aujourd'hui » (Ibid.). Curieux remake du vieux slogan gauchiste « on surveille la police ». Mais il est effectivement possible, avec de tels arguments, de gagner des voix de « petites gens », et notamment de petits possédants.

Avec une telle thématique, nul doute que des voix seront âprement disputées entre LO et le PCF, ce dernier attaquant d'ores et déjà virulemment celle qu'il appelle « Arlette d'Estaing » (5). Mais au moins un candidat, qui, lui aussi, prenait pour cible les « politiciens » a-t-il libéré la scène. Coluche n'a pas eu ses 500 signatures, mais Lutte Ouvrière lui rend hommage : « Il a franchi le barrage du silence dressé par les grands moyens d'information, et, effectivement, il les dérange, tous ces candidats « sérieux » ainsi que leurs « larbins »... » Arlette va pouvoir reprendre le flambeau.

- 1) Lutte Ouvrière du 21/3/1981.
- 2) Lutte Ouvrière du 11/4/1981.
- 3) Lutte Ouvrière du 14/2/1981.
- 4) Lutte Ouvrière du 7/2/1981.
- 5) L'Humanité du 7/4/1981.

Lutte OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 664 - 21 février 1981 - prix : 5 F

Mitterrand préfère être battu plutôt que de s'engager à prendre des ministres communistes

p. 20

L'ÉCOLOGIE A LA CROISEE DES CHEMINS

LES élections présidentielles de 1981 risquent fort d'apparaître comme un tournant dans la brève histoire du mouvement écologiste depuis son apparition sur la scène politique. Les débats et les contradictions qui traversent ce courant se sont en effet singulièrement développés dans la dernière période. L'enjeu apparent du débat a porté sur la désignation du candidat écologiste pour les présidentielles, mais à travers le soutien ou l'opposition à la candidature de Brice Lalonde, ce sont des questions bien plus fondamentales qui se trouvent maintenant ouvertement posées aux écologistes. Le mouvement écologiste est-il réellement prêt à passer du « témoignage » à la proposition d'une alternative politique crédible ? Doit-il le faire et à quelles conditions un tel passage est-il possible ?

La réponse à ces questions posées aujourd'hui à l'intérieur même du courant écologiste est elle-même étroitement conditionnée par une clarification né-

cessaire sur le type de propositions politiques qui pourra réellement résoudre les contradictions de la société capitaliste développée que les écologistes ont à leur manière contribué à révéler. Dans cet article, nous ne prétendons pas répondre à l'ensemble de ces questions, mais au travers d'un bref rappel historique indiquer le cheminement suivi par les écologistes, et la situation dans laquelle ils abordent les présidentielles pour tenter de mettre en lumière les questions auxquelles ils sont confrontés aujourd'hui.

La force du témoignage

Les différentes associations qui composent le mouvement écologiste ont pris naissance

pour la plupart à la fin des années 60, mais leur audience à cette époque est limitée. Les élections présidentielles de 1974 vont constituer la première apparition des écologistes sur la scène politique avec la candidature de René Dumont, mais c'est lors des municipales de 1977 que l'on va assister à une certaine « percée des verts ». Les écologistes vont rencontrer un écho dans des couches assez larges de la population : ils apparaissent alors comme un mouvement neuf qui vient remettre en cause le jeu politique, constitué des quatre grands partis, par les questions nouvelles qu'ils introduisent d'une part, et par la contestation d'un certain type de rapport « traditionnel » à la politique d'autre part.

Les écologistes vont tout d'abord partir du constat de la dégradation de la nature par les pollutions de toute sorte, ils vont soulever avec une certaine force les problèmes nouveaux posés par le développement de l'énergie nucléaire, mais leur impact ne

peut s'expliquer par ces seuls éléments. Très rapidement, le courant écologiste a en effet été amené à prendre en compte un ensemble de phénomènes d'exploitation et d'oppression présents dans la « vie quotidienne » et considérés généralement comme secondaires par les partis de gauche : logement, transport, consommation, santé, éducation...

Cette dénonciation d'aspects particuliers va s'inscrire plus ou moins nettement dans une critique plus globale de la société actuelle centrée au moins autour de trois axes étroitement liés : la perte de « l'autonomie des individus et des collectivités » par une mainmise grandissante de l'Etat sur une série d'activités touchant particulièrement la vie quotidienne ; la dégradation des relations humaines et la disparition des anciennes communautés par la coupure de plus en plus marquée entre la ville et la campagne et le type d'urbanisation imposées aux populations ; la remise en cause de la croyance que le développement de la production, des sciences et des techniques amènerait de lui-même, naturellement, le progrès social. Et dans le même temps où ils introduisent ces questions dans le débat politique, les écologistes prétendent d'autre part remettre en cause le rapport à la politique telle que la développent les « grands partis ». Face à la politique élaborée « en haut » par des spécialistes sans tenir compte des populations concernées, les écologistes appellent à changer la politique en partant des problèmes concrets auxquels est confrontée quotidiennement la majorité de la population et sur lesquels les partis de gauche font silence ou qu'ils annexent de façon démagogique à leurs programmes centrés sur d'autres questions et

élaborés à partir d'une problématique qui nécessairement relègue ces problèmes au rang de l'accessoire.

La nébuleuse écologiste

Après les élections municipales de 1977 les illusions ne vont pas manquer d'apparaître au sein du courant écologiste quant à l'avenir et à la portée historique réelle de ce mouvement. L'action électorale va alors apparaître dans les faits pour une partie des écologistes comme un moyen privilégié d'intervention dans le même temps où la mobilisation antinucléaire va connaître de sérieuses difficultés. De ce point de vue, Malville va constituer un tournant. Les écologistes vont pouvoir alors mesurer l'intransigeance gouvernementale dans l'application du programme électro-nucléaire. Désormais c'est de plus en plus en fonction d'usines déjà construites que les écologistes vont devoir se déterminer et la question du relais à trouver à la mobilisation contre l'installation de centrales va se trouver ouverte. Dans le même temps les résultats des élections de mars 1978 dont on attendait beaucoup vont apparaître, malgré des succès locaux importants, comme décevants pour une partie des écologistes. Dans cette situation les différentes associations qui composent le mouvement écologiste vont être amenées à tenter de réfléchir sur leur propre identité. Cette volonté de clarification va aboutir à des clivages importants sans qu'il semble que l'enjeu même de ces contradictions soit clairement mis à jour. En fait, quelque peu aveuglés par leur impact et leurs succès électoraux les écologistes avaient laissé ouvertes une série de questions qui désormais paraissent difficilement contournables.

Tout d'abord une partie du mouvement écologiste ou au moins un certain nombre de ses porte-parole dont Brice Lalonde ont posé d'emblée l'émergence du courant écologiste, des questions et des aspirations nouvelles dont il témoignait de façon séparée, sinon contradictoire avec le mouvement ouvrier. Celui-ci se trouve tout entier confondu dans ses aspirations avec la problématique des partis de gauche et la représentation de la classe ouvrière est celle d'une classe largement intégrée au système, partageant pour l'essentiel les valeurs dominantes.

D'autre part, il semble bien que la force du constat écologiste soit inversement proportionnelle à la capacité d'analyse dont a fait preuve jusqu'à présent ce mouvement. Passée la dénonciation virulente d'une certaine forme de misère moderne, le discours devient pour le moins confus : on a cherché d'abord à rendre compte de mécanismes sociaux par des analogies avec les phénomènes biologiques, on met en avant comme facteur explicatif tantôt le « désir de domination de l'Homme sur la Nature »





re», accompagné d'un certain catastrophisme, tantôt le «système productiviste» qui, tel une machine infernale, se serait emballé et trouverait en lui-même sa propre finalité, ou des «appareils technocratiques» dont on saisit encore mal quelle logique les anime...

Enfin le courant se réclamant de l'écologie politique s'est présenté avant tout comme un mouvement culturel porteur d'une «nouvelle éthique», d'une «nouvelle façon de vivre en société» dans le même temps où paradoxalement une partie de ce courant faisait des élections un terrain privilégié. L'articulation entre ces deux aspects étant pour le moins peu défini. Cela a abouti à valoriser un certain nombre d'expériences diverses allant du jardinage aux tentatives d'installation de communautés à la campagne, tandis que sur le terrain électoral et à travers les médias les porte-parole étaient de plus en plus amenés à formuler un certain type de propositions politiques.

C'est en partie autour de ces questions que les écologistes ont été amenés à se définir et aujourd'hui à se diviser. A cet égard, les difficultés qu'ont rencontrées les écologistes pour les élections présidentielles sont tout à fait révélatrices.

Quelle réponse politique ?

Les écologistes abordent les élections présidentielles dans une

situation très différente de celle des municipales de 1977. Les contradictions se sont en effet considérablement développées depuis un an, et elles se sont étalées publiquement à travers les médias. L'image d'un mouvement écologiste uni, massif et généreux, politiquement vierge, s'est ainsi considérablement ternie. La désignation de la candidature de Brice Lalonde s'est effectuée d'extrême justesse et dans la plus grande confusion, le soutien apporté par la droite à cette candidature est venu ajouter un élément supplémentaire et non des moindres aux ambiguïtés existantes; à tel point qu'aujourd'hui cette candidature est contestée ouvertement par toute une partie du courant qui se réclame de l'écologie politique. Les écologistes abordent ainsi, pour la première fois depuis qu'ils sont apparus sur la scène politique, une échéance électorale dans une situation de crise et de divisions internes importantes. Et quel que soit le score non négligeable qu'obtiendra Brice Lalonde, il ne semble guère possible de revenir en arrière. Aussi faut-il sans doute s'attendre, dans l'«après-81», à une accentuation de cette crise et à une recomposition importante du mouvement écologiste.

Les courants qui s'opposent à la candidature de Lalonde le font à partir de positions diverses que nous n'abordons pas dans cet article, mais ce qui cristallise, semble-t-il, ces oppositions, c'est bien la remise en cause de la façon et des conditions dans lesquelles Brice Lalonde et ceux qui soutiennent sa candidature ont

rapidement été amenés lors de ces élections à formuler des propositions politiques beaucoup plus nettes, alors que jusqu'alors le courant écologiste s'était avant tout affirmé comme un «mouvement culturel et moral» non dépourvu du reste d'une certaine confusion. Examinons rapidement quelques-unes des propositions alternatives telles qu'elles sont exposées dans le «projet des écologistes avec Brice Lalonde» intitulé le «Pouvoir de vivre».

Dans ce projet une part importante est consacrée aux relations interindividuelles. Et c'est avec une certaine force qu'est dénoncée la dégradation de ces relations au sein de cette société dans le même temps où sont avancées une série de propositions concrètes pour «briser la solitude». Parmi celles-ci, on ne peut manquer de remarquer la création d'un corps de «médiateurs», d'«animateurs sociaux», de «ces nouveaux métiers de la relation interpersonnelle et de la communication sociale» dont on nous assure formellement qu'ils agissent comme «tiers indépendant et non impliqué» dans divers conflits, y compris ceux du couple, où, «en cas de désaccord et crise, il s'agit de généraliser et faciliter la visite aux conseillers conjugaux, voire le recours, en douceur, à l'intervention de médiateurs spécialement formés à ce domaine»...

Les propositions économiques quant à elles constituent pour une large part une juxtaposition de discours généreux sur «l'économie au service de la personne humaine» et une série de mesu-

res concrètes dont on mesure mal là aussi en quoi elles résolvent fondamentalement les problèmes, et sur certains points en quoi elles se distinguent fondamentalement d'une perspective visant à gérer la crise. C'est ainsi que sur une question décisive, celle du chômage, les «écologistes avec Brice Lalonde» déclarent tout net : «En matière de partage de l'emploi, il faudra toucher au sacro-saint pouvoir d'achat si on ne veut pas tomber dans la démagogie et les promesses d'ivrogne. Or les écologistes sont effectivement débarassés de ce fétiche».

Face à la crise du rapport au travail dont les écologistes à leur façon portent témoignage, la perspective fondamentale consiste en un repli sur le secteur individuel, la valorisation du «Faites-le vous-mêmes» qui va de la petite production artisanale au jardinage et au bricolage...

Quant à l'entreprise, l'objectif est d'en faire un «lieu de vie et de création» par une série de propositions concrètes dont le décalage est saisissant par rapport à l'objectif déclaré : des objectifs de production choisis en commun par «l'entrepreneur, les salariés et les consommateurs» comme, nous assure-t-on, cela est réalisé, «dans une certaine mesure, en Allemagne, avec la cogestion»; développement de la responsabilité et de la formation dans l'entreprise dont l'exemple modeste cité est ce qui s'effectue dans les usines japonaises; mise en place de comités d'entreprise à tous les niveaux de production et élargissement de leurs pou-

voirs, extension de la compétence des C.H.S...

Enfin, en ce qui concerne la remise en cause du rapport à la politique, les «écologistes avec Brice Lalonde» proposent l'instauration d'une «VI^e République» par une série de mesures visant à donner un poids plus grand au Parlement et aux organismes régionaux, tout en instituant parallèlement des mécanismes de «démocratie directe», notamment par le «référendum à initiative populaire sur des questions d'intérêt général ou local».

A partir de ces quelques points, on peut ainsi mieux cerner le fossé existant entre les problèmes soulevés par les écologistes et leur type de propositions alternatives, qui pour le moins constituent un amplitre sur une jambe de bois.

La crise que connaît aujourd'hui le mouvement écologiste est ainsi significative de l'incapacité de ce courant à passer du témoignage à la formulation d'une alternative politique qui puisse résoudre radicalement les contradictions de cette société dont les écologistes sont une des «plaques sensibles». Le passage du «culturel» au «politique» qu'a tenté une partie du mouvement déboucha manifestement sur un réformisme plat. C'est avant tout en ce sens que le mode du témoignage des écologistes nous informe sur les aspirations qu'ils devraient appeler une alternative révolutionnaire. C'est avec celle-ci que les écologistes vont devoir désormais compter.

Le pouvoir toujours confisqué

Les villes nouvelles, contrairement aux grands ensembles, ZUP, ZAC, etc devraient avoir une âme. Tel était en tout cas le discours des responsables de l'Etat.

Aujourd'hui, force est de constater que ces villes nouvelles n'ont pas été un lieu où l'on puisse se reconnaître collectivement. Leurs habitants éclatés entre les « vraies » communes où elles sont implantées (Evry par exemple, ne défend pas moins de cinq communes), entre leur lieu de travail, et cette grande cité où il ne se passe pas grand-chose.

Pourtant aux habitants, exclus des processus dominants de gestion et de représentation communale, les technocrates visionnaires voulaient « redonner le pouvoir à la base », comme le déclarait récemment le responsable du secrétariat des villes nouvelles.

TOUT d'abord, il faut souligner que pour la plupart des habitants en villes nouvelles, le problème principal est devenu celui du travail. Problème d'en trouver, bien sûr, surtout pour ces jeunes que l'on accuse souvent de « ne vouloir rien faire », et problème de transport quand on en a. Dès le départ, le rapprochement habitat-emploi est apparu comme une vaste mascarade. Et pourtant, c'est justement à cause de cet éclatement de la journée et de la semaine que les habitants des villes nouvelles veulent plus que tout autre retrouver un lieu d'identification collective, un endroit où l'on a conscience d'appartenir à une communauté.

Alors, on a beaucoup parlé de gestion expérimentale des équipements par les habitants eux-mêmes. Le pouvoir a tenté de confier la responsabilité de ces équipements à des associations. Certains s'y sont risqués et pour celles qui s'étaient constituées lors de luttes sur le logement, le cadre de vie. Les contradictions et les risques de se couper de la majorité des habitants ont posé d'énormes problèmes. Pourtant dans la plupart des cas, ce sont des amateurs professionnels qui se sont chargés « d'amener la vie », et souvent avec des difficultés qu'il faut tenter d'analyser.

Les espaces de la dépossession

La raison première est sûrement l'exacerbation de petits conflits dans la communauté ; les logements bruyants qui génèrent l'agressivité entre voisins, l'inexistence des lieux spécifiques pour les jeunes hors du contrôle des parents, de l'éducateur, de la police, le renfermement souvent, seule solution pour retrouver le calme et l'autonomie.

Ces conflits multiples sont souvent provoqués, par les aberrations du système de production et de gestion des différents espaces.

Ainsi par exemple, certains parkings toujours vides sont occupés par des enfants, mais du fait de leur appartenance à une société de logement privée, ils sont soumis à un règlement spécifique. Alors le gardien dont c'est le rôle l'applique et les chasse régulièrement à coup de sifflet, menaces et quelquefois violences.

Tous les habitants du quartier de Champy connaissent par exemple, l'histoire du Dragon. Dans le cadre de l'aménagement de ce quartier de Marne-la-Vallée, un espace avait été réservé pour une œuvre d'aide. N'ayant pas vu le jour après plusieurs années, les habitants s'étaient appropriés cette place pour jouer aux boules, au ballon, etc... Ils n'avaient pas compté

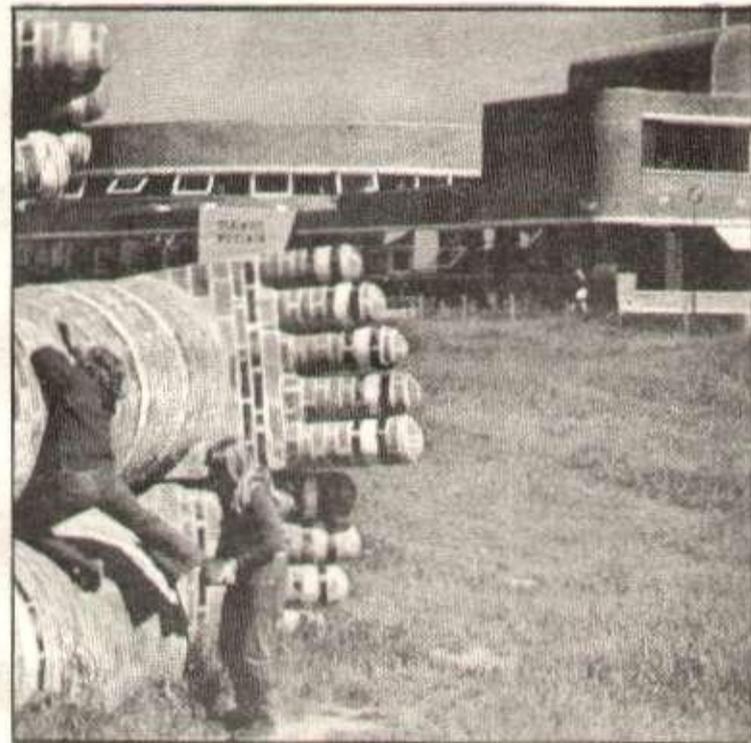
sans les lenteurs de l'établissement public d'aménagement qui un beau jour a décidé qu'à la place des activités existantes s'élèverait un magnifique dragon, œuvre d'art de plus de huit mètres de haut. Et, il a fallu deux ans de luttes aux habitants pour faire admettre leur volonté de laisser l'usage qu'ils avaient eux-mêmes défini pour la place.

Les conflits sont souvent liés également aux difficultés de communications, de rencontre. Bien sûr, par de café dans les villes nouvelles ou si peu. Dans la ville nouvelle du Vaudreuil, un seul café pour 20 000 habitants, et encore est-il fermé le dimanche et le soir après 8 h. Mais surtout, pas de lieu de rencontre spécifique aux personnes âgées, aux jeunes, etc...

Quand on dit lieu de rencontre ce n'est pas cette salle polyvalente qu'il faut retenir une semaine à l'avance pour l'occuper trois heures. En ville nouvelle, pas de place pour l'imprévu, le hors norme. Alors les personnes âgées exclues de la vie de la cité se renferment chez elles, et ne trouvent plus la sécurité qu'en se coupant des autres ; cette sécurité est fondée sur une réaction de défense d'un monde d'où elles sont rejetées ; et cela participe de l'insécurité dont Peyrefitte et d'autres nous baignent les oreilles.

Les jeunes qui se groupent en bande pour pouvoir imposer aux gardiens, l'occupation d'une cave aménagée en foyer. Cela n'a d'ailleurs pas duré longtemps. C'était à Marne-la-Vallée et le gardien a fait appel à la police prétextant des plaintes en 1978. Depuis, plus de possibilité de réunions sauf le centre commercial, et les cages d'escaliers.

Dans le logement même, le contrôle existe. Les locataires



par exemple, n'ont pas le droit de modifier quoique ce soit de l'agencement. Ce locataire, qui avait refait toutes les peintures, a dû payer plus d'un million d'anciens francs à la société d'HLM lors de son départ : les couleurs n'étaient pas celles utilisées par les gestionnaires. Une organisation de femmes a dû, en 1977, imposer le droit d'étendre le linge aux fenêtres. Tous les règlements des collectifs précisent bien que c'est interdit.

Organiser la vie, c'est aussi imposer ces pratiques, contre la gestion contrôlée par les gestionnaires.

Ces contrôles, ces conflits quotidiens, c'est tout un système complexe de production et gestion qui les induit. Chaque responsable assure que ce n'est pas sa faute, mais tous ont la même méfiance tenace devant la reconnaissance du droit pour les habitants de se donner les formes de vie en communauté qu'elle désire. Tous ont cette peur de ne pas contrôler l'organisation sociale des habitants des villes nouvelles, d'où ils pourraient un beau jour se trouver exclus.

La volonté de vivre ensemble

Au delà des formes imposées ou contrôlées de vie sociale, existe tout un tissu de solidarité, de prise en charge propres aux habitants.

Réseau d'entraide dans une cage d'escalier, contrainte par groupe suivant les nationalités ou le groupe social. Cette solidarité se manifeste également par l'attitude de beaucoup de

compter sur ses propres forces ; ce plombier ou électricien qui rend des services, ce couple dynamique qui veut organiser des bals le samedi, cette bande d'adolescents qui s'aménage un local.

Cette solidarité est toujours ignorée par nos gestionnaires et ils tentent, d'ailleurs, continuellement de la casser ou de la soumettre à leur logique de vie collective. Le contrôle s'opère par les modes d'attribution des salles, les droits de réunions, l'interdiction de modifier quoi que se soit des aménagements de fait « l'on a pensé pour eux ».

Le contrôle s'opère également en masquant cette réalité des différents aspects d'organisation autonome. Les responsables renvoient alors toujours l'image « des gens qui ne veulent rien faire », « qui ne pense qu'à leur télé ».

Pourtant, il existe bien des collectifs capables de prendre en charge de nombreux aspects de la vie quotidienne. Mais il ne suffit pas de les reconnaître, il faut aussi leur donner les moyens d'exister dans toute leur diversité. Cela implique d'accepter les formes d'organisation, et les dirigeants que ces collectifs de fait se donnent ou se sont donnés.

Favoriser le pouvoir à la base ce n'est pas comme les technocrates égarés, imposer sa propre vision de l'organisation que doivent donner les habitants. Aujourd'hui, les conquêtes de ces formes d'autonomie passe par la remise en cause de tout un système que le pouvoir a essayé d'adapter en ville nouvelle. Mais, dès aujourd'hui, cette conquête prépare un autre système qui devra prendre sa force dans leur reconnaissance.

GUATEMALA : VERS L'UNITE D'UN PEUPLE CONTRE LA DICTATURE

Les années 1966 à 1972 avaient vu la défaite des mouvements armés. Quelle était alors la situation pour les révolutionnaires ? A côté d'eux, en marge du mouvement révolutionnaire, les mouvements ouvriers renaissaient, recommençaient à se constituer. Après leur échec, les organisations révolutionnaires ont vu qu'il existait un mouvement de masse, et qu'une des causes de l'échec était bien l'absence de lien avec le mouvement de masse. A partir des années soixante-dix, elles ont donc mis en avant trois principes fondamentaux.

Sans unité, rien n'est possible face au gouvernement. Le Nicaragua a été, *a contrario*, un exemple. Sans organisations de masse, ouvrières et paysannes, rien n'est possible. Il faut donc développer les relations. Enfin, sans l'intégration des Indiens à la lutte, rien n'est possible.

TOUTE la lutte des 4 organisations (EGP, FAR, ORPA, et PGT) a été menée dans ces directions. Mais avec la particularité que lorsque ces organisations révolutionnaires se sont restructurées, elles se sont retrouvées face à un mouvement ouvrier déjà constitué. Cela a donné au mouvement ouvrier guatémaltèque une certaine autonomie vis-à-vis des organisations révolutionnaires. Ça n'est pas le cas par exemple

au Salvador, où chaque mouvement révolutionnaire a une branche de masse.

Ce qui se discute donc en ce moment, ce sont les convergences qui peuvent exister entre le mouvement révolutionnaire et le mouvement de masse. Entre les années 1972 et 1978, les organisations révolutionnaires ont suivi l'évolution des organisations de masse. A partir de 1978, avec l'aggravation de la répression, les organisations de masse ont pris

des mesures similaires aux organisations révolutionnaires. Actuellement, les mots d'ordre d'autodéfense sont nés après l'expérience de la lutte armée. Depuis un an se mettent en place les meetings éclair, en remplacement des grandes manifestations traditionnelles. Parce qu'il faut des années pour former un dirigeant ouvrier, paysan, un dirigeant révolutionnaire. Parce qu'il n'est pas possible de risquer des massacres de la population.

Du dialogue à l'unification

Depuis des années, un dialogue existe entre les organisations révolutionnaires. Il a été long. D'abord parce que les divergences étaient importantes. Pas tellement du point de vue stratégique, puisque les quatre organisations fondent leur action sur la guerre populaire révolutionnaire, la guerre prolongée. Mais elles ont tenu à atténuer les différences, pour que l'unité soit la plus solide possible, la plus durable.

En 1980, elles ont lancé un appel commun pour le 1^{er} mai. Le 20 octobre, anniversaire de la Révolution de 1944 au Guatemala, elles ont fait un appel commun à la lutte armée, et à

partir de novembre, elles ont décidé de s'unifier sur le plan militaire, notamment autour de l'offensive pour aider le Salvador. En janvier, il y a eu unification, planification des actions et des comportements politiques. Le sentiment général, c'est qu'on se dirige vers un grand front national, allant dans le sens d'unifier toute la lutte du peuple.

Isoler la dictature

Elles travaillent aux deux niveaux : mouvement révolutionnaire et mouvement de masse, dont l'importance est considérable. Et dans des couches très diverses : ouvriers, paysans, « marginaux », employés de bureau, petits bourgeois, étudiants. L'enjeu, c'est de ne pas permettre au gouvernement de neutraliser certains secteurs de la société, de s'appuyer sur certaines forces politiques.

A cet égard, il est par exemple significatif de voir le comportement du Parti Social-démocrate, dans le Front démocratique. En janvier 1979, les leaders du FUR, Manuel Colon Argueta et Alberto Fuentes Mohr ont été assassinés par le gouvernement. Ces deux hommes politiques avaient mené depuis des années une lutte au niveau légal, pour essayer de promouvoir une vie politique constitutionnelle, avec l'élection de députés. Et bien sûr l'armée guatémaltèque a systématiquement éliminé tout ce qui pouvait permettre l'arrivée au pouvoir d'un groupe disposé à faire des réformes. Après l'assas-

sinat des deux leaders ainsi que d'autres, avec la répression systématique, autant le FUR que le Parti Social-démocrate, se sont ralliés au Front démocratique contre la répression, et aux organisations de masse. Ils ont conclu qu'il n'y avait plus de possibilité pour la lutte électorale, qu'il fallait allier la lutte armée à l'organisation clandestine des masses.

Il y a donc le Front démocratique et toutes ses organisations de masse, et les organisations révolutionnaires, et entre eux tous, dialogue et désir d'unification.

L'illusion de la 3^e voie

De l'autre côté, il y a l'armée et les partis politiques au pouvoir, qui dirigent et développent la répression à travers des corps para-militaires comme l'Escadron de la mort, la Main blanche, soutenus par les USA, ainsi que par l'Argentine, Israël... Et il y a aussi la démocratie chrétienne, qui fait le jeu de la bourgeoisie guatémaltèque, en demandant une troisième voie. Ce parti s'adresse aux militaires, en leur demandant de se comporter en démocrates et progressistes, d'essayer de faire un coup d'Etat et lui fournissait les cadres. Cette idée de troisième voie, bien que battue en brèche par la gravité de la répression, n'en constitue pas moins une tentation pour l'aile droite du PGT (le Parti Communiste), pour quelques membres du Parti Social-démocrate, et pour une partie de la classe moyenne guatémaltèque.

Nombre d'ouvriers agricoles, poussés par la misère sont contraints de s'exiler dans les villes pour tenter d'y trouver un emploi fixe et notamment à Guatemala City (notre photo), la capitale.



Général, banquiers et propriétaires fonciers...

La structure du Guatemala est encore très oligarchique. Deux pour cent de la population possèdent 50 % de la terre cultivable. Un des traits caractéristiques du Guatemala, c'est qu'on ne peut plus parler de militaires au service de la bourgeoisie. A partir de 1954, les militaires qui, au début, n'appartenaient pas à la bourgeoisie tant foncière qu'industrielle, sont progressivement devenus partie intégrante de cette bourgeoisie, avec l'exercice du pouvoir, la pratique des pots-de-vin et de la répression. Actuellement, tous les généraux ont des actions dans les industries, sont devenus propriétaires fonciers. C'est une caractéristique nouvelle dans le pays, qui a créé une certaine contradiction au sein de l'ancienne bourgeoisie, qui a dû céder pratiquement tout le pouvoir politique à cette armée, et qui commence aussi à lui céder le pouvoir financier. D'ailleurs, l'armée guatémaltèque possède sa banque, et des industries de béton !



Les forces révolutionnaires : des pas majeurs dans l'unification

« RIEN NE SE FERA SANS LES INDIENS »



Le 31 janvier 1980, 27 paysans mouraient dans l'incendie de l'ambassade d'Espagne à Guatemala. 23 de ces paysans étaient des Indiens des groupes Quiché, Ixil, Archi et Cakchiquel, des paysans originaires de régions dévastées par l'armée. Ils venaient tout simplement protester, le général Lucas Garcia leur répondit par le feu !

En mai 1978, à Panzos, plus de 100 Indiens avaient été massacrés. Ils protestaient contre la spoliation de leurs terres, dont ils étaient victimes de la part de l'INCO, qui exploite les gisements de nickel près de leur village. L'armée les a massacrés sur la place publique.

Deux luttes qui montrent la révolte des Indiens guatémaltèques, leur entrée massive dans l'action contre le gouvernement. Plus rien à voir avec l'image distribuée par les prospectus d'agences de voyages. Il n'y a d'ailleurs plus de touristes dans la ville de Guatemala, ni à Huehuetenango, ni à Antigua, ni à Panajachel... C'est la guerre dans les campagnes. Dans la région côtière méridionale, on peut rencontrer des milliers de coupeurs de canne à sucre, venant souvent des hauts plateaux, réclamant, la machete à la main, un salaire décent... Que s'est-il passé ?

Minorités majoritaires

« Minorités », les Indiens sont en fait la majorité de la population du Guatemala : quatre millions sur sept. Ils descendent des peuples du grand tronc Maya-Quiché, qui habitaient la région au moment de la colonisation espagnole, en 1524.

Ils étaient constitués en groupes fortement constitués, alors en conflits généralisés. Les Espagnols les ayant vaincus leur prirent leurs terres, leur liberté, leur culture. Esclavage, corvée...

Trois siècles de colonisation

Pendant trois siècles, la colonisation espagnole s'efforça de fragmenter au possible la population indigène, en les groupant en petites communautés. Avec toujours le travail forcé pour édifier les villes, construire les voies de communication.

L'indépendance de 1821 ne changea pas radicalement leur condition : ségrégation, exploitation, misère accrue avec l'épuisement des terres. De plus en plus nombreux, ils durent aller chercher du travail dans les plantations de café. Emploi saisonnier, dans les régions côtières, qui entraîne une grande mobilité. Et qui favorise progressivement un rapprochement entre les différents groupes ethniques. Aujourd'hui, ce semi-prolétariat représente au moins 650 000 familles indiennes. C'est la principale force de travail du secteur agricole d'exportation, qui est lui-même le secteur primordial de l'économie guatémaltèque.

Ouvriers agricoles

Cette situation d'ouvriers agri-

coles leur a fait connaître l'exploitation, le travail pour le propriétaire, le salaire parfaitement insuffisant pour survivre le reste du temps, les mauvais traitements, les tromperies sur la marchandise récoltée... D'autres, poussés par la misère, l'absence de terres assez riches, gagnent la ville pour essayer d'y trouver un emploi fixe ou temporaire.

Aucune perspective dans ce système

Cette prolétarianisation des Indiens est brutale, d'autant plus qu'elle se fait toujours sous le signe de la discrimination. En même temps, elle les rapproche entre eux, elle les met en contact avec les « Ladinos », c'est-à-dire les métis, qui ne connaissent pas toujours une situation bien meilleure. Pour les Indiens, le système qui leur est imposé ne leur offre aucune autre perspective que le passage forcé d'une économie agricole à un système de salariat, et l'incorporation croissante de leur culture aux modes de vie et aux coutumes des métis. Il les nie donc totalement.

Sans attendre la prise du pouvoir

Majoritaires dans le pays, élément décisif dans la production agricole d'exportation (café, canne à sucre, coton) mais aussi dans la production agricole nécessaire à la population nationale, ils ne peuvent rester à l'écart de la lutte.

Aujourd'hui, avec l'accroissement de la répression qui les touchait moins directement au début des années 70, les Indiens ont adhéré massivement aux mouvements de lutte. Le fait qu'ils soient contraints à se déplacer beaucoup pour trouver du travail dans les plantations, aide même à la transmission des consignes à travers tout le pays !

Pour les organisations révolutionnaires, aujourd'hui, un des mots d'ordre est : « On ne peut rien faire sans les Indiens ». Pas seulement parce qu'ils sont les plus nombreux, mais aussi pour des raisons politiques. Dans les années 70, elles pensaient qu'il fallait « résoudre le problème indien » après la prise du pouvoir. « Maintenant, on a compris que c'est un problème à résoudre en même temps, qu'il n'est pas question de laisser cela pour plus tard... »

SALVADOR : DES TEMOIGNAGES ACCABLANTS

« La violence de la répression peut aller jusqu'au massacre de familles entières ».

Le Tribunal Permanent des Peuples qui s'est tenu récemment à Mexico a recueilli de nombreux témoignages sur les activités criminelles de la junte salvadorienne, équipée et soutenue par les Américains. Nous publions ci-dessous quelques extraits du document final du Tribunal qui, dans sa sentence « observe que la junte militaire d'El Salvador utilise, d'une manière généralisée et rationalisée, la pratique de la torture et des traitements cruels, inhumains et dégradants », et « estime que le caractère massif et délibéré de ces actes peut être considéré comme constitutif du crime de génocide ».

Le tribunal a recueilli de nombreux témoignages concordants qui mettent en évidence les faits suivants :

Selon la commission des Droits de l'Homme d'El Salvador (CDHES), du 1/1/1980 au 15/1/1981, les assassinés, hors des affrontements militaires, seraient au nombre de 8 214 parmi lesquels 431 paysans, 778 étudiants, 422 ouvriers, 378 employés, 136 enseignants, 182 commerçants, 92 autres, 2 794 non identifiés.

Il faut noter que ces assassinats atteignent également des personnalités de renommée mondiale. Tel est le cas de l'assassinat de Monseigneur Oscar Romero (le 24/03/1980), celui de six responsables de l'opposition, appartenant au Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) (le 27/11/1980) et celui de quatre religieuses nord-américaines (4/12/1980).

La torture

Les témoignages concordent tous pour prouver que la plupart de ces morts ont été victimes de tortures. Les témoins ont rapporté de très nombreux cas (que des photographies visualisent parfois) de tortures d'une extrême cruauté. Le fait que les corps soient laissés à la vue de la population tend à prouver l'intention d'intimidation et de terreur.

D'autre part, les personnes suspectées sont arrêtées et systématiquement torturées.

Parmi les tortures les plus fréquentes ou les plus atroces ont été citées : la violence sexuelle, le sexe enfoncé dans la bouche de la victime, le viol collectif et l'éventration de femmes enceintes, le fait de jeter l'enfant aux chiens, le fait d'arracher les yeux et la langue, de couper la gorge. Dans un cas, on a retrouvé, cousu dans le ventre d'une jeune femme, la

tête coupée de son compagnon.

Dans d'autres cas, il a été signalé l'utilisation d'acides pour torturer ou défigurer les victimes.

La violence de la répression et son caractère inhumain peut aller jusqu'au massacre de familles entières. C'est ainsi que, le 9 juillet 1980, 31 membres d'une famille paysanne du canton de San Pueblo Tacachico : 15 enfants de moins de 10 ans furent assassinés avec leurs parents.

Massacres

Le cas le plus caractérisé de massacre est celui de 600 paysans, les 14 et 15 mai 1980, à la frontière du Honduras, le long du Río Sumpul. Des témoins directs ont rapporté au Tribunal comment ont été sauvagement torturés et tués enfants et adultes au cours de cette étape de « nettoyage total » (limpieza total).

Dans d'autres cas il s'agit de véritables opérations militaires combinées. Ainsi, dans la zone de Morazán, ce sont des bombardements par air et par artillerie qui ont provoqué la mort d'environ 4 000 personnes.

Il est clair que sont coordonnées donc des opérations massives destinées à terroriser la population et des opérations sélectives d'élimination des membres de l'opposition. Une grande partie des victimes de la répression sont en effet des ouvriers, des syndicalistes, des paysans membres d'organisations de base ou encore, des enseignants appartenant au syndicat (ANDES 21 juin).

Les disparitions

Il est important de signaler que des prisonniers disparaissent. La « disparition » étant utilisée en d'autres pays comme une arme de terreur et de gouvernement,



on doit savoir qu'en 1980, le nombre de disparus à El Salvador a été de 480. Depuis lors, on note une croissance constante du nombre de personnes disparues.

Caractéristiques des opérations de répression

Les chiffres cités par le Secours Juridique de l'Archevêché, le 15 janvier 1981 révèlent que leur nombre ne cesse d'augmenter (161 en janvier 1980, 262 en juillet 1980). Elles sont réalisées par l'armée nationale, les corps de sécurité militaire et les organisations para-militaires.

Elles visent :
- les quartiers paysans et ouvriers ;
- les institutions démocratiques et éducatives ;
- les syndicats et les Eglises.

— Les paysans connaissent une situation de misère croissante (paysans sans terre : 30 000 en 1961, soit 11 % ; 166 000 en 1975, soit 40 %). D'où chez eux une conscientisation accrue et la formation d'organisations de base et syndicales. La réforme agraire et la technique dite de « Pacification » sont des instruments de contrôle croissant et militarisé de la population rurale.

— Les ouvriers subissent une répression qui vise non seulement leur vie et leur liberté mais également leurs outils et locaux de travail :

violations de locaux	152
destructions des locaux	16
arrestations	497
disparus	169
tués	670

De plus, l'attaque contre les organisations syndicales se traduit aussi bien par l'emploi de la

force contre les ouvriers en grève que par la publication de décrets de militarisation de nombreux syndicats. L'encadrement est souvent lié au contrôle militaire et policier, ce qui facilite la dénonciation des militants.

L'Eglise

Les chrétiens font l'objet d'une persécution liée à une foi qu'ils affirment et vivent comme incarnée dans un travail de lutte pour la justice avec les pauvres, de conscientisation et d'organisation communautaire.

Le fait le plus clair, sinon le plus odieux a été sans doute l'assassinat de Monseigneur Oscar Romero, pasteur et prophète de tout un peuple, assassiné impunément avec une technique parfaitement au point, en plein office religieux.

Ont été également assassinés, prêtres, religieuses, catéchistes. Ainsi du 5 janvier 1980 au 1^{er} octobre 1980, l'Eglise compte 28 assassinés, 21 prisonniers, 3 blessés, 18 persécutés. Les 4 religieuses nord-américaines ont été violées avant d'être tuées.

De nombreuses attaques ou interventions militaires répétées sous forme de mitraillage et pose de bombes, ont en objectif des institutions religieuses, des universités, des habitations.

Ainsi, enfin, très significatives furent les destructions de la radio de l'Archevêché, la YSAX, de la Curie et du Séminaire central et d'El Socorro Jurídico.

Les Travailleurs de la Santé

Dans l'actuel climat de violence, les travailleurs de la santé sont particulièrement à l'épreuve et le Tribunal a reçu la dénonciation des poursuites et persécutions subies par ceux-ci accusés de complicité avec les blessés.

Les exilés

Fruit de l'escalade de la terreur à laquelle est soumis le peuple, un double mouvement de réfugiés s'est produit :

— à l'intérieur du pays, 75 000 personnes déplacées sont directement « victimes de guerre », mais elles sont considérées « subversives » par la junte militaire. Celle-ci a créé des « villages stratégiques » de regroupement afin d'exercer un meilleur contrôle de la population.
— à l'extérieur du pays, le nombre des exilés est actuellement évalué à :

40 000 au Honduras
40 000 au Mexique
10 000 à Belize
2 500 au Costa Rica.

Les responsables de ces exactions, massacres, tortures, sont identifiés. Il est important de savoir que le Secours Juridique de l'Archevêché de San Salvador a identifié 5 951 responsables de crimes entre mai 1980 et décembre 1981. Leur répartition est la suivante :

a) Effectif de l'Armée nationale en combinaison avec les corps militaires de sécurité	3 708
b) Police nationale	76
c) Garde nationale	117
d) Police spéciale	484
e) Armée en opération	330
f) Orden	244
g) Escadron de la mort	839
TOTAL	5 951

Preuve est donc apportée que la répression doit être attribuée à des organes de l'Etat ou à des groupes organisés agissant pour leur compte ou avec leur complicité.